

Etat espagnol : l'université d'été d'Anticapitalistas se penche sur l'avenir de Podemos

Anticapitalistas revendique un retour à la pluralité et à la radicalité pour Podemos

vendredi 9 septembre 2016, par [DIAZ Sato](#) (Date de rédaction antérieure : 5 septembre 2016).

Au cours de la dernière semaine du mois d'août, Anticapitalistas [courant de Podemos] a tenu la septième édition de son université d'été à La Granja de San Idelfonso, près de Ségovie. Pendant six jours, environ mille personnes ont participé aux différents ateliers et assisté aux différents débats et échange de cette université. De nombreux thèmes ont été abordés, de la situation internationale et européenne, la fermeture des frontières aux réfugiés jusqu'à un examen des alternatives à l'actuelle Union européenne en passant par un retour théorique au marxisme ainsi qu'au rôle de l'écosocialisme pour la société contemporaine. L'actualité politique a pu se glisser dans les différentes activités incluses dans le programme ainsi que dans les conversations des militant·e·s et des sympathisant·e·s. Anticapitalistas a indiqué clairement quelle était sa position sur la crise de gouvernabilité présente : Podemos doit empêcher un gouvernement du PP et faciliter un gouvernement du PSOE sans toutefois en faire partie, en se limitant à apporter un soutien à son investiture. La réflexion sur le rôle que doit jouer Podemos à l'avenir est, également, un élément permanent.

- Différents responsables publics de Podemos, militant·e·s d'Anticapitalistas, revendiquent le rôle de cette formation comme cofondatrice de Podemos et réclament que cette dernière organisation soit à l'avenir plus radicale et accorde une place plus importante à la pluralité. Anticapitalistas, une organisation qui compte près de mille militant·e·s dans l'ensemble de l'Etat et un nombre bien plus élevé de sympathisant·e·s, compte en ses rangs des responsables internes de Podemos, de premier plan, dans différentes communautés autonomes. Raul Camargo, porte-parole d'Anticapitalistas et député de Podemos à l'Assemblée de la communauté de Madrid, déclare à ce sujet : « Le programme [de Podemos] pour les élections européennes [de mai 2014] était suffisamment de gauche parce que nous avons participé à son élaboration ; c'est avec ces propositions que nous avons atteint, en septembre 2014, le sommet le plus élevé qu'ait atteint Podemos dans les sondages. Lorsque l'on commence néanmoins à modérer le programme, les sondages commencent à nous donner des intentions de vote plus basses. » Pour cette raison, Raul Camargo met en avant la nécessité, une fois que le cycle électoral se sera achevé (car il n'est pas entièrement terminé dans la mesure où de nouvelles élections générales, les troisièmes, se tiendront plus que probablement autour de Noël), que soit organisée une nouvelle Assemblée citoyenne au niveau de l'Etat « afin de faire un bilan des derniers trois ans » et de poser sur la table de nouvelles propositions. « Le cycle politique est très changeant et si on n'arrive pas à comprendre avec aisance les changements, ils peuvent te déborder. Je suis convaincu qu'il est nécessaire d'adopter des positions politiques offensives, en rien conservatrices, et je crois que nous ne cesserons pas d'être un parti sexy, en réalité il faut être plus « sexy » que ce que nous avons été jusqu'ici », pour reprendre les termes du porte-parole d'Anticapitalistas.

- Sur le plan organisationnel, Camargo considère que Podemos doit mettre en œuvre certains changements afin de pouvoir faire face à la nouvelle étape. « Il est indispensable que nous

débattions de changements internes pour faire de Podemos une force démocratique et pluraliste, que les structures intermédiaires – locales et au niveau des communautés autonomes – disposent d'une plus grande autonomie et que s'établisse une fédéralisation voire même une confédéralisation des différentes structures territoriales ». Camargo ajoute : « Nous devons faire en sorte qu'il y ait une répartition effective du pouvoir interne, car il est fortement concentré aux mains de l'exécutif. Les directions doivent être d'une pluralité plus importante et l'organisation doit se féminiser, les nouveaux organes doivent refléter et encourager la pluralité énorme qui existe au sein de Podemos. » Pour cela, il estime que la constitution de listes fermées utilisées lors des différents processus de primaires a été une erreur [1]. « Il n'est pas possible que des options qui disposent d'un soutien important, exprimé en pourcentage [des votes électroniques internes] ne jouissent pas d'une représentation dans les organes », affirme Camargo, qui considère en outre que la ligne politique doit être radicalisée. « Il faut parler plus de l'Europe, lutter contre les contraintes que l'Union européenne imposera à un gouvernement alternatif, ainsi que cela s'est produit avec le crash de Syriza, qui n'est désormais qu'un parti social-libéral de plus, semblable à Hollande. » Ce porte-parole défend les audits citoyens sur la dette et fait sienne une stratégie de contrôle bancaire afin d'éviter la fuite des capitaux qui pourrait résulter d'une opposition aux diktats de la Troïka. Il souhaite, en définitive, « que Podemos soit à nouveau une option de rupture » et il considère que de nombreux suffrages ont été perdus, entre autres, « en raison de la faible consistance des positions de la direction, qui affirme un jour une chose et, le lendemain, une autre, faisant un appel de pied à la social-démocratie, faisant du PSOE un parti du changement supplémentaire ».

- Rommy Arce, membre du législatif de la ville de Madrid pour « Ahora Madrid », et Miguel Urban, eurodéputé de Podemos, tous deux membres également d'Anticapitalistas, partagent cette orientation. Arce souligne que son organisation « fait partie de Podemos depuis ses débuts » et assure que « sans la force de cette petite organisation, Podemos n'aurait pu s'implanter dans le reste de l'Etat [hors de Madrid]. » Pour cette conseillère municipale de l'équipe de Manuel Carmena [la maire de Madrid, ancienne membre du PCE, membre d'« Ahora Madrid » mais se détachant avec soin de tout lien avec Podemos], « le programme sur lequel s'est présenté Podemos aux élections européennes est aujourd'hui d'une grande validité », raison pour laquelle il faut y retourner. Sur le plan interne, elle est convaincue qu'il est indispensable de « bannir les listes fermées » lors de futurs primaires ; elle mise, en outre, sur la nécessité que « les cercles et les différents conseils citoyens territoriaux disposent d'un pouvoir de décision plus important ». « La dimension féministe a été quelque peu absente du programme, nous devons insister plus fortement sur tout ce qui regarde la soutenabilité de la vie qui touche de nombreux aspects, y compris les services publics », ajoute Arce qui poursuit : « Nous avons un parti très masculinisé. La présence masculine est d'un poids très important, en dépit du fait qu'il y a de nombreuses femmes dans Podemos et que les listes sont toujours paritaires ; cela est bien dommage car il y a de nombreuses camarades de grande valeur qui pourraient exercer un rôle plus important. »

De son côté, Urban nous fait part de ses réflexions : « Nous devons établir clairement que Podemos est une force opposée au PP, mais aussi au PSOE. La première chose qu'il faudra retrouver, c'est la question de la bipolarisation politique. Nous sommes nés en tant que force d'opposition au bipartisme, la grande erreur que nous commettons depuis les européennes est de nous déplacer vers le centre », explique l'eurodéputé. « Un des échecs les plus importants à cet égard a été de récupérer le PSOE comme une force probable de changement. Je suis convaincu que ce parti ne l'est pas, je crois que la direction du PSOE fait partie du problème et non de la solution. » Pour ce membre d'Anticapitalistas, « le grand danger pour Podemos au cours de cette nouvelle étape est notre normalisation, c'est-à-dire que les institutions nous normalisent, que nous semblions un parti de plus. Nous ne sommes pas venus ici pour que des gens normaux entrent dans les institutions, mais pour les placer au service des gens », insiste-t-il. « Des nouveaux ajustements sont mis en avant par les pouvoirs de toujours alors même que l'Ibex 35 [la Bourse de Madrid] continue de gagner des

milliards ; cette situation pourrait déboucher sur une reprise de la mobilisation sociale et Podemos doit mettre des militants et des ressources à disposition pour contribuer à ce que la mobilisation sociale repique. Pour créer un pouvoir populaire, il faut faire en sorte que face au théâtre des négociations visant à former un nouveau gouvernement, les gens puissent prendre leur destin en main et écrire leur propre histoire », estime Urban.

« Si Vistalegre [l'assemblée constitutive, à Madrid, en octobre 2014, de Podemos] a été le lancement d'un parti à partir d'un mouvement, nous devons maintenant faire en sorte que le parti se transforme en mouvement populaire. Pour cela, il faut décentraliser, non seulement territorialement, mais également les espaces où les décisions sont prises. Chaque territoire et chaque cercle doivent disposer d'une souveraineté pour mettre en œuvre des activités politiques et des campagnes. Nous devons faire en sorte que les gens participent. La seule manière de rendre les cercles actifs est de faire en sorte que les gens comprennent que leur temps, leur investissement sert à quelque chose et non à seulement faire une vidéo ou des choses de temps en temps », explique-t-il. « Notre projet politique consiste à poursuivre la lutte pour construire un outil de pouvoir populaire qui puisse changer notre pays. Cela ne peut pas se faire uniquement sur la base des élections et par une présence dans les institutions ; il importe de construire un mouvement à partir d'en bas, un syndicalisme social, encourager l'auto-organisation des gens au sein et à l'extérieur de Podemos ; œuvrer à l'unité populaire à partir d'en bas, loin des bureaux. »

• Albano Dante Fachin, secrétaire général récemment élu de Podemos en Catalogne, était également présent à cette université d'été bien qu'il ne soit pas membre d'Anticapitalistas. Le dirigeant de la formation violette [couleur de Podemos] catalane considère que « le processus qui s'est déroulé en Catalogne au cours des derniers mois peut aider Podemos au niveau de l'Etat ». Fachin est convaincu que « la situation a changé et que la machinerie électorale, la guerre éclair, n'existera plus ». Pour le secrétaire général de Podemos Catalogne, « lorsque l'on se centre sur les élections, il est difficile de se lier et de créer des espaces communs avec d'autres mouvements politiques et sociaux ; c'est une chose qui ne peut être placée au second plan. » Pour cette raison, il estime qu'il faut prendre les choses « avec un plus grand calme et ouvrir véritablement des espaces. Les gens, jusqu'à maintenant, se sont montrés compréhensifs, ils comprenaient les difficultés de ce que nous tentions de faire, la difficulté que représentent les rythmes électoraux pour une organisation qui vient de naître, la nécessité de faire face aux nombreuses attaques médiatiques... Mais notre conception est assembléiste, cela aurait été mieux si l'organisation avait été plus proche des gens. » Le dirigeant catalan argumente sur le fait « qu'il y a eu une compréhension envers le processus jusqu'à maintenant, mais nous ne pouvons pas demander que celle-ci perdure, ou plutôt, il n'y a aucune raison que cette compréhension dure pour toujours ».

Fachin donne l'exemple de l'une des promesses qu'il a mise en avant pour les primaires aux Conseil citoyen catalan. « L'un des points qui figurait dans notre proposition politico-organisationnelle était la création du Consell de Cent [formule catalane historique], un espace de représentation territorial et sectoriel qui offre aux cercles non seulement une capacité à débattre, mais également à décider ; de telle sorte que nous nous engageons politiquement à distribuer ce pouvoir. Au sein du Consell de Cent, les sièges n'ont pas de nom, les représentants de chaque conseil et cercle seront toujours différents, choisis par les conseils et les cercles eux-mêmes, ce qui revient à donner à cet espace un contrôle à partir d'en bas de l'organisation, rendant possible un espace où ne naissent pas des disputes entre familles », ajoute-t-il. « Notre engagement est que nous allons créer ce Consell de Cent et que nous respecterons ses décisions. S'il fonctionne, je prendrai ma valise et je me rendrai dans les différents territoires pour expliquer cette proposition », promet-il. Il est convaincu par le fait que, politiquement, il est nécessaire d'établir une ligne qui sépare clairement Podemos du PSOE. « Je suis descendu dans les rues lors du 15M en affirmant que le PSOE et le PP étaient la « même merde » ; Podemos a repris le flambeau, mais ensuite, avec les processus électoraux, les

négociations ultérieures et le rythme médiatique ont effacé cette ligne, il faudrait la rétablir. »

Sato Diaz

P.-S.

* Article publié le 5 septembre sur le site Cuartopoder.es, traduction A l'Encontre :

<http://alencontre.org/europe/espagne/etat-espagnol-anticapitalistas-revendique-un-retour-a-la-pluralite-et-a-la-radicalite-pour-podemos.html>

Notes

[1] Les « membres » votent, via Internet, pour une liste et ne peuvent choisir des dirigeants particuliers. La liste de direction autour de Pablo Iglesias remporte ainsi une majorité sans que les organes centraux de direction - ou la liste électorale - reflète la pluralité qui existe dans Podemos. Il s'agit d'un système où « le premier remporte tout » d'un nouveau genre. - Réd. A l'Encontre